



CRISE EN SYRIE : Lettre ouverte aux Médias, aux Elus et aux Candidats à la Présidence de la République Française

Par [Collectif pour la Syrie](#)

Mondialisation.ca, 02 avril 2012

[Collectif pour la Syrie](#) 2 avril 2012

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#), [SYRIE](#)

Paris, le 21 mars 2012

Mesdames et Messieurs,

Nous sommes des citoyens majoritairement syriens, français et/ou franco-syriens de culture, de religion, de profession et de sensibilités multiples. Le collectif qui nous unit a pour objectif de rassembler nos forces et convictions pour la défense de la Syrie et de son peuple, de son histoire, et de sa générosité, tout en conservant l'amour que nous portons pour la France, sa grandeur, et les valeurs que cette patrie - d'adoption pour un grand nombre de signataires - porte en elle en termes d'humanisme, d'universalisme, de liberté, et de démocratie.

Pas un jour ne passe sans informations sur la Syrie. Mais quelles informations ? Les médias internationaux « mainstream » font-ils réellement leur travail en ne livrant qu'une seule version des événements alimentée par « l'observatoire syrien des droits de l'homme, (OSDH) » géré par un seul homme qui compile à l'étranger des vidéos qui lui seraient adressées de Syrie.

Ces informations de l'OSDH sont couplées avec les annonces de l'opposition syrienne en exil, les déclarations de la Ligue Arabe et sont reprises sans aucune vérification par les Chancelleries Occidentales.

Traitement univoque et toujours émotionnel de l'information qui a trouvé son épiphénomène avec le drame de Homs, en ignorant toute considération géopolitique pourtant très éclairante.

Des membres de la coordination du Collectif ont effectué plusieurs séjours en Syrie :

- du 17 au 24 janvier 2011,
- du 8 au 15 mars 2011,
- du 1er au 4 avril 2011,
- du 23 avril au 7 mai 2011,

- du 12 au 19 mai 2011,
- du 10 au 17 juillet 2011,
- du 20 au 27 septembre 2011,
- du 29 octobre au 8 novembre 2011,
- du 15 au 22 novembre 2011,
- du 21 au 28 décembre 2011,
- du 14 janvier au 4 février 2012,
- du 18 au 28 février 2012.

Ils reviennent après s'être entretenus avec de très nombreux interlocuteurs de toutes tendances et après avoir effectué plusieurs déplacements dans le pays.

Nous sommes toujours frappés par le grand écart entre la réalité sur le terrain en Syrie et la version officielle et/ou gouvernementale transmise en France de façon monolithique.

La situation est d'une extrême gravité mais ne justifie pas une couverture des événements décalée par rapport à la réalité de ceux-ci.

Soucieux de la paix et de la stabilité dans cette région du monde, nous avons également pleinement conscience de la vocation de la France dans cette région, plus particulièrement avec la Syrie où elle se doit de maintenir sa place.

Le problème majeur auquel nous sommes confrontés est l'attitude autistique des médias en France qui ne diffusent qu'un seul point de vue, quotidiennement, avec acharnement, sans mesure, sans nuance.

La question de la finalité de ce type d'information se pose.

Il n'est pas concevable de diffuser la même version des faits non vérifiable, commentée souvent par de faux spécialistes et documentée par de fausses images.

Ce ne sont pas les exemples qui manquent. Une des questions qui s'impose est donc celle de la désinformation. Comment expliquer une telle différence entre la réalité du terrain et les propos tenus dans nos journaux et sur nos petits écrans, qui donnent de la Syrie l'image d'un pays à feu et à sang, où la répression aurait fait plus de huit mille morts (un nombre de plus en plus souvent avancé sans emploi du mode conditionnel) ? Pour l'essentiel, une réponse : l'OSDH ; l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme (ou, plus exactement, « les » OSDH), la source quasiment unique des médias occidentaux, presque systématiquement mentionnée dans tous les articles de journaux et reportages télévisés. En juillet 2011 déjà, nous avons été frappé par la distorsion qui existait entre le terrain et « l'information », et ce plus encore à l'occasion d'une expérience très précise, à Hama. Le vendredi 15 juillet, nous avons assisté à une manifestation qui avait rassemblé entre 3.000 et 10.000 personnes. Le soir même, l'AFP, suivie des bulletins de France 24, d'Euronews et du journal Le Monde, avait annoncé 500.000 manifestants et la fin prochaine du régime ! Il convenait de s'interroger sur l'origine de « l'information » : l'OSHD... La ville de Hama, qui plus est, ne

compte pas même 400.000 habitants, ce qu'aucune rédaction n'a vérifié. L'étiquette « droits-de-l'homme » de cette organisation semble ainsi avoir inspiré une totale confiance. Pourtant, à plusieurs reprises, les dépêches de l'OSDH se sont révélées contenir des « fakes ». Autre cas très concret : le 20 novembre, toute la presse a annoncé une attaque de roquettes contre le siège du parti Baath à Damas. Un de nos contacts à Damas nous a informé de ce que le bâtiment était intact. Nous l'avons vérifié. Deux coups de fil ont été suffisants pour vérifier l'information et publier une photographie du siège du Baath, avec, en avant-plan, la une d'un grand quotidien du lendemain de la prétendue attaque. Autre exemple vécu : le 27 décembre, nous étions à Damas lorsque l'on a annoncé une fusillade à l'université. Nous nous sommes immédiatement rendus sur place, puis à l'hôpital où les blessés étaient transportés. Nous avons rencontré des étudiants, ainsi que la mère et la tante d'un des blessés : un opposant au gouvernement, un étudiant, était entré dans une salle d'examen et avait tiré, en choisissant ses cibles, tous membres d'organisations étudiantes. Dans l'heure, l'OSDH a affirmé que plusieurs tireurs pro-régime avaient ouvert le feu, tuant et blessant des étudiants qui manifestaient contre le gouvernement... Une « information » immédiatement reprise par l'ensemble des sites de presse occidentaux. Il convenait dès lors de mener une enquête de fond, dans le but d'identifier avec précision l'OSDH, organisation basée à Londres qui, selon plusieurs sources interrogées en Syrie en juillet déjà, dans les milieux de l'opposition, comprendrait notoirement des membres des Frères musulmans.

Il n'a pas été bien difficile de rencontrer les membres de cette organisation, à l'origine de laquelle on trouve un certain Rami Abdel Rahmane, syrien émigré à Londres, propriétaire d'un commerce de prêt-à-porter. Depuis le début de la crise syrienne, cet opposant au régime baathiste a créé un site sous le label rassurant d'observatoire des droits de l'homme, adressant aux agences de presse des dépêches dénonçant les exactions du gouvernement syrien et des bulletins nécrologiques chiffrés, informés quotidiennement, selon lui, par un réseau de plusieurs centaines d'observateurs présents en Syrie.

Il doit y avoir d'autres points de vue dans le cadre d'un débat contradictoire.

La France, notre patrie d'adoption pour certains, est la mère universelle de l'avènement de la démocratie et respectée pour cela.

Comment concevoir que dans ce pays de liberté, il ne puisse y avoir pour des événements aussi graves aucun débat, aucun discours déviant de quelques mots de la ligne officielle, aucune voix portant une information autre ?

Cela nous concerne, mais concerne également la France qui a su se faire respecter en 2003 face au monde occidental en disant simplement « non » à la guerre en Irak.

Pour envahir l'Irak, les dirigeants des États Unis se sont ouvertement servis de l'opposition « extérieure » après avoir commis la plus grande escroquerie du siècle concernant les « armes de destructions massives ».

Avant même le retrait de leur armée, ils reconnurent que ce choix fut à l'origine de nombreuses erreurs d'appréciation qui, sur le terrain, coûtèrent des pertes immenses humaines et autres.

Aujourd'hui, il ne reste pour les U.S.A. que le prix exorbitant d'une guerre qui n'était censée durer que quelques mois.

Mais pour les Irakiens leur pays est désormais dévasté, ravagé, détruit et la population est en butte à des conflits religieux incessants. Qui n'a pas conscience aujourd'hui d'avoir été manipulé par des informations relayées ad nauseam par l'ensemble des médias occidentaux ?

Il ne semble pas que cet échec ait servi ni à l'OTAN ni à ses alliés. Non seulement le même procédé est utilisé pour tenter d'imposer le Conseil d'Istanbul dit Conseil National Syrien, de Tunisie, ou de l'Union Européenne [le CNS] en tant que représentant légal du peuple syrien qui le rejette ; mais on ose s'adresser aux chrétiens du Proche-Orient en tant que protecteur. En effet, dans une tribune intitulée « Les chrétiens d'Orient et les printemps arabes » http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/spip.php?page=article_imprim&id_article=98696, Monsieur Juppé appelle les chrétiens de Syrie à « participer » à sa propre vision de la Syrie future et leur assure qu'il a beaucoup insisté sur la question du respect des « minorités » auprès du CNS « qui a vocation à rassembler l'opposition syrienne » ! Il ignore que, malgré les attaques terroristes, le peuple syrien vient d'adopter une Constitution qui démontre, entre autres, qu'une solution politique est possible... CNS ou pas !

Dans une interview télévisée sur la chaîne ANB <http://www.youtube.com/watch?v=460ThTtZHW&feature=share>, Monsieur Michel Samaha, homme politique libanais et ancien ministre de l'information, répond à cette sollicitude et à la notion de « minorités »... si inattendue de la part d'un ministre d'État Français où la laïcité fait loi « Non... Alain Juppé ne défend pas les minorités lorsqu'il écrit : Les chrétiens d'Orient sont inquiets. Inquiets pour la pérennité de leur présence dans une région qui est leur région depuis 2000 ans. Inquiets pour le respect de leurs droits dans un contexte de bouleversements majeurs. Inquiets face à la montée des tensions liées au confessionnalisme. Je veux leur dire que j'entends, que je comprends leurs craintes. Je voudrais rappeler que Juppé n'est pas De Gaulle pour se permettre de déclarer un « Je vous ai compris » équivalent à celui adressé autrefois aux Algériens réclamant leurs droits nationaux... Il n'est pas De Gaulle et il ne s'adresse pas aux Algériens... Je dis qu'il a fait alliance et a fabriqué des révolutions désormais livrées aux Takfiristes... Je lui dis qu'il est responsable de la mise en pièces, aujourd'hui même, des croix tombales du cimetière chrétien en Libye...http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/video-libye-un-cimetiere-militaire-britannique-profane-par-des-miliciens_1090178.html Monsieur Juppé, vous en êtes responsable au même titre que l'État que vous représentez ; puisqu'avec Bernard Henri-Levy, vous avez revendiqué avoir fabriqué et réussi la révolution libyenne. Est-ce là le modèle que vous nous proposez ? Nous refusons vos propos, comme nous refusons que vous nous qualifiez de minorités, alors que vous considérez les musulmans français comme des citoyens à part entière appartenant à une communauté particulière. Nous ne sommes pas des minorités dans nos patries respectives... Nous sommes des citoyens en pleine possession de notre citoyenneté, mais nous sommes chrétiens et nous nous soumettons à Dieu à travers l'Évangile, tout comme le musulman se soumet à Dieu à travers le Coran... Cette coexistence nous convient depuis toujours... nous la vivons bien, et notre culture commune en est l'expression...».

Certains hauts dignitaires européens n'hésitent pas à proposer de traiter la situation en Syrie avec des méthodes identiques à celles utilisées en Libye. Des dizaines de milliers de civils ont été massacrés, des dizaines d'usines et de sites économiques ont été détruits par des frappes aériennes, et maintenant la Libye est en plus divisée. Ce qui se passe entre Tripoli et Benghazi est un cauchemar politique : plus aucune autorité ne règne sur le pays,

les milices s'entre-déchirent et le spectre de la partition menace l'unité nationale. A l'heure où les opposants syriens songent à militariser leur lutte, le chaos alarmant qui règne en Libye a de quoi faire réfléchir : http://www.lexpress.fr/actualite/monde/l-echo-de-la-libye-retentit-en-syrie_1093039.html .

L'opposition reconnue par la France est autoproclamée et ne représente aucunement les syriens. Elle est composée de personnes qui ne vivent plus en Syrie depuis de nombreuses années et n'en connaissent que ce qu'ils en ont retenu lorsqu'ils ont quitté leur pays. Pas un syrien ne connaît M. Ghalioun ! Nous sommes loin de l'histoire de Monsieur Mandela ou de Monsieur Vaclav Havel.

Il est très difficile de définir aujourd'hui l'opposition syrienne qui est composée de coalitions hétéroclites dans lesquelles se trouvent des intellectuels, des jeunes de la classe moyenne, des exclus du système informel, des membres de courants libéraux, une opposition conservatrice, voire islamiste.

Mais cette opposition existe et se situe en Syrie - tous ceux qui la représentent vivent dans leur pays.

Les premières manifestations n'ont pas été perçues par le pouvoir syrien pour ce qu'elles étaient, à savoir une recherche d'ouverture politique, de liberté et de lutte contre la corruption.

Ce manque de vision a amené des éléments extérieurs à utiliser les premiers mouvements non pas pour aider les manifestants, mais pour déstabiliser la Syrie avec des groupes armés extrémistes, salafistes et jihadistes financés de l'étranger. Exemple : Le Premier ministre du Qatar, Hamed ben Jassem al-Thani, s'est dit aujourd'hui favorable à des livraisons d'armes à l'opposition syrienne en lutte contre le régime du président Bachar al-Assad <http://plus.lefigaro.fr/article/syrie-le-qatar-veut-armer-lopposition-20120227-772956/commentaires?page=2>. Déjà très impliqué dans le renversement du gouvernement de Libye, où, suite à un accord bilatéral avec la France, il a armé plusieurs mouvements islamistes, le Qatar utilise désormais son bras médiatique, Al-Jazeera, pour soutenir la contestation en Syrie.

Les rumeurs, les messages anonymes sur Internet et les rapports émis par la TV satellite dans l'intention d'exacerber les divergences sectaires font partie de la campagne de déstabilisation. La France, y participe malheureusement d'une part à travers les médias et d'autre part par un soutien logistique. Le canard enchaîné, dans son édition du 23 novembre 2011 : «des officiers de la DGSE, le service de contre-espionnage français, ont été envoyés au nord du Liban et en Turquie avec pour mission d'instruire et de structurer les « contingents » de l'Armée Syrienne Libre, censée regrouper des « milliers » de « déserteurs » syriens».

D'autre part, le chef d'Al-Qaïda Ayman Al-Zawahiri a manifesté son soutien à la contestation en Syrie, le 12/2/2012, dans un enregistrement vidéo où «il demande aux musulmans de Turquie, de Jordanie et du Liban de soutenir la rébellion et de renverser le régime actuel, qu'il qualifie d'anti-islamiste».

Selon la télévision russe, le 16 février 2012, le chef du renseignement américain James Clapper «reconnaît devant la commission des armées du sénat lors d'une audition, le soutien d'Al-Qaïda à l'opposition syrienne».

Quelle coïncidence !!!! La France qui a payé un lourd tribut, 82 soldats tués depuis 2001 en Afghanistan pour combattre les terroristes islamistes d'Al-Qaida, se retrouve dans le même camp que ces derniers contre la Syrie laïque !!!

De pacifiques, les manifestations sont devenues armées, visant à atteindre des objectifs qui n'ont rien à voir avec des réformes politiques et sociales.

Les forces de sécurité ont commis plusieurs erreurs injustifiables dans le traitement de ces manifestations.

L'utilisation de ces erreurs par des éléments extérieurs a eu pour conséquence que des milliers de civils et des soldats ont été tués. Des gangs armés se sont constitués, attaquant des propriétés publiques et privées, et mettant en place des barricades dans certaines villes où ils ont pris le dessus. Dans les tous derniers mois, ces bandes armées se sont chargées de mettre sur pied des sites armés dans les régions frontalières entre la Syrie, la Turquie, le Liban, la Jordanie et l'Irak pour s'assurer une continuité dans le ravitaillement en armes et en équipements divers.

Dans le même temps, certains événements ont été exagérés. Des faits ont été falsifiés ; «comme la mort de l'enfant Sary Saoud attribuée à l'armée syrienne alors que la mère le contestait et indiquait que si l'armée avait été présente cela ne se serait pas passé. Les équipements dernier cri électroniques et médiatiques ont été utilisés afin de faire passer l'armée syrienne comme étant complètement responsable de ces actes, et de déresponsabiliser totalement les bandes armées».

Parallèlement sur le plan politique, la seule voie ouverte par les occidentaux est le dit Conseil National Syrien.

Imposer comme préalable à toute discussion le retrait du régime en place s'assimile à un coup d'état, car en réalité, c'est le «CNS» qui s'imposera de fait.

En vertu de quoi ce parti serait-il représentatif des vœux des syriens ?

A-t-il été désigné suite à des élections libres ?

A-t-il œuvré en Syrie pour faire connaître ses programmes ?

Ses membres sont-ils tous syriens résidents ?

Ce n'est pas un coup d'état que demandent les syriens, mais l'ouverture d'une voie réellement démocratique.

La mise en place du CNS en remplacement du régime actuel consiste en fait à imposer aux syriens la décision arabo-occidentale dans un but qu'il serait bon d'éclaircir.

N'êtes-vous pas surpris que, subitement des pays comme le Qatar ou l'Arabie Saoudite se préoccupent de la mise en place d'une démocratie chez un pays « frère » alors qu'elle n'existe pas chez eux ?

N'êtes-vous pas surpris que la Ligue Arabe, silencieuse lors de l'invasion de l'Irak, de l'Afghanistan, de la guerre faite par Israël au Liban, devant les difficultés auxquelles doivent faire face les palestiniens, se mobilise aujourd'hui avec force démonstrations, reprises par

les médias quotidiennement contre le régime syrien, avec virulence, intransigeance et vote à tout va toutes les sanctions économiques possibles et imaginables ?

N'êtes-vous pas surpris que pas un mot ne soit prononcé par les médias concernant le Bahreïn, l'Arabie Saoudite ou le Kuwait ?

Depuis quand ces pays se préoccupent-ils de la démocratie ?

Enfin quel pays accepterait que des éléments armés tentent de faire la loi chez lui et reste « l'arme au pied » sans se défendre ?

La démocratie ne s'impose pas, elle s'obtient par les peuples concernés.

Aujourd'hui c'est la guerre civile, demain ce peut-être une déflagration dans tout le Moyen-Orient.

Nous ne croyons pas à la bonne volonté missionnaire, gratuite et altruiste des Chancelleries Occidentales ni à celle de la Ligue Arabe.

Pressé par les événements, le gouvernement syrien a adopté plusieurs réformes dont la fin du monopole du pouvoir exercé par le parti Baath et le vote d'une nouvelle constitution visant (en dépit de nos réserves quant à certains articles) à l'établissement d'une société pluraliste et démocratique, garantissant les libertés publiques et privées, aidant au développement de la liberté d'expression et à la reconnaissance du droit de l'opposition à une activité politique pacifique.

De vastes secteurs de l'opposition nationale pacifique ont accueilli positivement ces mesures. «L'opposition se compose d'un large spectre de partis très divers majoritairement patriotiques, s'opposant à l'ingérence étrangère et aux bandes armées. De plus, il faut compter avec les Frères musulmans qui peuvent être considérés comme le parti le plus actif et le mieux organisé dans le pays et à l'étranger». Il y a également plusieurs groupes traditionalistes avec différentes orientations, dont l'influence devient clairement visible dans des rassemblements et manifestations dans différentes régions. Ces groupes ne cachent pas leurs objectifs qui sont typiquement réactionnaires et sectaires.

Tandis que l'opposition fondamentaliste et armée s'en tient toujours au slogan du renversement du régime, attisant les tensions communautaires.

Dire ceci n'est pas « soutenir le régime », contrairement à une pensée qui s'assimile à du terrorisme intellectuel. Il est possible de revendiquer un Etat de droit sans pour autant cautionner des interventions étrangères, dont l'histoire montre régulièrement qu'elles ne sont jamais dénuées d'arrière-pensées.

Il faut donc agir pour que cesse l'armement des groupes étrangers dont l'existence hier contestée ne fait plus aucun doute aujourd'hui.

Il faut accepter l'idée d'un cessez-le-feu entre les groupes armés et l'armée syrienne qui ne peut que se défendre tant que les attaques persistent.

Il faut cesser de tuer ses habitants, et de ruiner le pays sur le plan économique.

Il faut donner la parole aux partis d'oppositions créés, développés et agissant EN Syrie et

non de l'extérieur, et pour ce faire, accepter de les recevoir en France, de leur donner une audience à tout le moins égale à celle donnée au CNS.

Il faut utiliser les élections législatives prévues pour favoriser un débat réel, ouvert et actif et ce, pourquoi pas, sous le contrôle d'une commission neutre composée de représentants de pays a priori non concernés tels, par exemple, la Suède, la Suisse l'Inde ou le Japon.

Il faut que les élections législatives (mai 2012) se déroulent sous le contrôle d'une même commission, que le dépouillement des votes soit effectué sous le même contrôle.

Les syriens peuvent choisir agir et décider.

Le tragique de la situation actuelle ne justifie pas qu'elle persiste.

Si des comptes doivent être réglés, ils le seront une fois qu'aura cessé cet état de guerre et qu'un pouvoir légitime sera mis en place.

Si ces mesures étaient mises en œuvre, elles pourraient être un pas important, dans la transition de la Syrie vers une société démocratique et pluraliste.

Jusqu'à présent, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne (et l'Europe) mènent la campagne internationale visant à imposer de plus en plus de sanctions contre la Syrie. Jour après jour, la situation économique se détériore, la pression sur les conditions de vie du peuple syrien s'intensifie.

Tenter de présenter le problème comme s'il s'agissait d'une lutte communautaire ou religieuse serait une falsification flagrante des faits. La Syrie a maintenu la liberté religieuse pour tous, tout en n'autorisant aucun groupement religieux à dominer l'État ou à être promu par ce dernier.

Dix mille ans d'histoire. Berceau de la civilisation. Premier alphabet. Terre des religions monothéistes. Symbole du vivre ensemble. La Syrie est menacée aujourd'hui d'implosion. La situation est critique et nous ne sommes malheureusement pas encore au bout du chaos qui s'annonce, avec les plus vives inquiétudes qui sont celles de tout un peuple aujourd'hui, meurtri par des débordements qui le dépassent.

Ce qui se passe en Syrie fait partie d'une contestation qui dépasse le simple cadre du pays. Certes, nombre de revendications sont justes et légitimes, mais il est des tentatives, de l'intérieur comme de l'extérieur, visant la déstabilisation de la Syrie. Le maintien de la répression et de la situation insurrectionnelle serait au profit d'un désordre sans précédent qui affecterait tous les pays de la région sans exception. N'oublions pas l'inquiétante dimension interconfessionnelle. La Syrie court des dangers immenses de confrontation communautaire qui n'épargneront aucun état du Proche-Orient. La laïcité est en danger ainsi que la paix, la stabilité régionale et le dialogue euro-méditerranéen.

Des solutions de réformes en Syrie et d'apaisement local et régional existent et méritent d'être entendues pour SAUVER non seulement la SYRIE, mais tout le Proche-Orient. La solution ne peut être que politique. Les syriens dans leur majorité écrasante refuseront toute ingérence étrangère. La France pourrait aider à montrer les voies pour une vraie réforme. Elle pourrait également encourager un dialogue serein entre les diverses composantes.

Aussi, nous réclamons le droit de réponse afin d'apporter un autre éclairage, notre témoignage ainsi que notre vision concernant ce qui se passe en Syrie.

Nous tenons à vous présenter une brève analyse des événements successifs qui se sont déroulés en Syrie, afin de mettre en lumière certains faits, d'une part, et d'autre part, tordre le cou à certaines contre-vérités montées de toute pièce et médiatisées.

Pour finir nous n'oublions pas le bien que peuvent apporter les médias dans la mise à jour de scandales, mais également le mal qui peut être fait dans une utilisation non journalistique de ce moyen de communication. Rappelons-nous entre autre de Timisoara en Roumanie et les « armes de destructions massives » en Irak.

Dans l'attente, recevez, Mesdames et Messieurs, l'expression de notre parfaite considération.

pour la Coordination du Collectif pour la Syrie

Anas Alexis CHEBIB a.chebib@wanadoo.fr Mobile: +33 (0) 684633390
Ali Najib IBRAHIM alinajib@voila.fr

Philippe MORRON pmorron@free.fr

Iyad HALLAJ iyad.hallaj@noos.fr

Bassam TAHAN pierhan@yahoo.fr

Père Michel LELONG 54 rue de Rome- 75008 Paris/ France.

Mobile: +33 (0) 608571835
Safa DELYE safadelye@yahoo.fr

karim SAYEGH ksayegh06@gmail.com

La source originale de cet article est [Collectif pour la Syrie](#)
Copyright © [Collectif pour la Syrie](#), [Collectif pour la Syrie](#), 2012

Articles Par : [Collectif pour la Syrie](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca